

Le serpent de mer de la sécurité dans les Bouches de Bonifacio

Les élus locaux corses et italiens alertent leurs gouvernements respectifs depuis des années. L'échouement du *Rhodanus* au cœur de la réserve naturelle remet une nouvelle fois le sujet d'un pilotage obligatoire sur la table

Faut-il toujours attendre que le pire se produise pour réagir. Il semblerait... Et encore, le pirme pour l'instant, été évité. L'échouement du cargo *Rhodanus* à Cala Longa sur la commune de Bonifacio relance aujourd'hui la nécessité d'assurer la sécurité de la navigation et du transport des matières dangereuses dans les Bouches de Bonifacio. Pour rappel 3 000 navires transitent par les Bouches dont près de 10% transportent des matières dangereuses.

l'appliquer en interdisant le passage aux navires dangereux battant leurs pavillons respectifs. D'autant que les incidents dans les Bouches et ses environs proches se multiplient dans les années 90: l'échouement du pinardier *Vendemia* à Cala Longa en 93, l'accident du cargo roulier *Monte Stello* de la SNCM en 94 et le naufrage du céréalier *Fénès* en 1996 aux Lavezzi sont autant de signaux d'alerte. La Corse et la Sardaigne veulent aller plus loin.



L'échouement du *Rhodanus* à Cala Longa relance aujourd'hui la nécessité d'assurer la sécurité de la navigation dans les Bouches. /PHOTO MARINE NATIONALE

Même si ce n'était pas le cas du *Rhodanus*, son échouement atteste que le risque est présent dans cette zone extrêmement sensible dans la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio.

Rendre le pilotage obligatoire

Un dossier que Marie-Jo Culioli, ancienne élue municipale de Bonifacio en charge de l'environnement connaît bien: "En 2003, le maire de Bonifacio *Ati Lantieri* avait cosigné un courrier avec *Rosanna Guidicci*, maire de la Maddalena, envoyé à l'ancien président de la commission européenne *Romano Prodi* et à *Michel Barberis*, ainsi qu'à *Jean Pierre Raffarin*, alors premier ministre et aux ministres de l'époque *Dominique Bussereau* aux transports et *Roselyne Bachelot* à l'écologie. Nous avions même été reçus par les deux ministres à Paris", se souvient Marie Jo Culioli.

Il s'agissait pour les élus corses et sardes, dans le contexte de la catastrophe écologique du *Prestige*, qui avait souillé les côtes espagnoles, d'appeler à interdire le transport de toutes les cargaisons dangereuses dans les Bouches de Bonifacio, de renforcer les normes de sécurité des navires et d'étudier l'opportunité de la mise en place d'un pilotage hauturier. Le courrier et les entretiens resteront sans suite. Greenpeace et WWF s'emparent aussi de

la question avec plusieurs actions chocs en 2008 et 2009 pour sensibiliser les pouvoirs publics.

En 2010, nouvelle alerte dans les Bouches avec l'incident du *Rhodanus*, à l'époque chargé de blé, dont l'échouement sur l'archipel de la Maddalena avait été évité de justesse grâce à la vigilance des gardes-côtes alertés par le sémaphore de Pertusato.

La question de rendre obligatoire le pilotage hauturier revient sur le

devant de la scène avec les ministres de l'écologie *Jean-Louis Borloo* en 2010 puis *Nathalie Kosciusko-Morizet* (qui émet la "recommandation") en 2011. Des motions sont votées dans ce sens par l'Assemblée de Corse et le conseil municipal de Bonifacio en 2013, la même année où les Bouches sont classées en "zone maritime particulièrement vulnérable" par l'OMI.

La mise en place, en lien avec les Sardes, d'un pilotage hauturier recommandé en 2014 est une première victoire. "Dans les faits on n'a piloté qu'une douzaine de navires en 5 ans", regrette *Alain Tafani*, président du pilotage maritime en Corse-du-Sud. "Les armateurs n'utilisent que très peu ce service recommandé. Il est aujourd'hui toujours opérationnel".

Dernière initiative en date, celle de la CCI de Sassari en Sardaigne qui propose en mars 2019 de créer une station de pilotage en service 24h/24 dans les Bouches. L'échouement du *Rhodanus* relance le dossier côté français... une énième fois. "Les pilotes italiens et sardes sont opérationnels. A l'Etat d'être lui aussi pilote sur ce dossier", estime *Alain Tafani*.

NADIA AMAR

Le GRAND LIVE DES MARQUES

SPAR ici!

SPAR Supermarché

DU 16 AU 27 OCTOBRE 2019

- CONES GLACÉS VANILLE PÉRIÈRES DE NESTLÉ EXTREME** 3,99 L'UNITÉ. **-100%** SUR LE 3^{ème} 2,66 PAR 2 UNITÉS.
- LOT 2x1** 2,99 L'UNITÉ. **-50%** EN BON MARCHÉ SUR LE 2^{ème} 1,29 EN BON MARCHÉ.
- BIÈRE S&W HEINEKEN** 14,99 L'UNITÉ. **-50%** SUR LE 2^{ème} 10,94 PAR 2 UNITÉS.
- LA VIE NESTLÉ** 5,99 L'UNITÉ. **-50%** SUR LE 2^{ème} 4,42 PAR UNITÉ.
- LOT 2x1** 3,99 L'UNITÉ. **-40%** MA DOUCHE HYDRATANTE AMANDE TRÈS DOUCE MONSIEUR AU LAIT 2,99 (2x1) 5,99 (2x1).

Offre valable dans les magasins participants. **SPAR Supermarché**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Vingt cas de gale à Ajaccio, l'hôpital Eugénie confiné



Tout est mis en œuvre afin d'endiguer l'épidémie. /PHOTO JEAN-PIERRE BELZIT

L'hôpital Eugénie, un site qui dépend de la Miséricorde à Ajaccio, est actuellement confiné à la suite de différents cas de gale.

"Il y a effectivement vingt cas de gale avérés au sein des quatre premiers étages du site. Le cinquième étage, les soins palliatifs, n'a pas été touché par cette épidémie", a confirmé hier soir le directeur de l'hôpital d' Ajaccio, Jean-Luc Pesce. L'établissement accueille 240 patients.

Dès que l'information a pu être confirmée, soit lundi soir, le médecin hygiéniste de l'hôpital a pris différentes mesures.

"Un plan local de gestion d'épidémie a été mis en place et trois mesures principales ont été prises", assure Jean-Luc Pesce.

La première concerne naturellement le traitement de tous les résidents atteints de gale.

La deuxième mesure s'étend aux autres patients ainsi qu'aux personnels qui sont en contact avec les personnes contaminées.

Enfin, une dernière mesure nécessite le traitement de tout le linge utilisé par les patients.

"La gale est très contagieuse. Elle se transmet très facilement. Un simple contact suffit. D'ailleurs, il est fréquent qu'il y ait des épisodes dans des structures telles que les maisons de retraite ou encore les écoles", note le directeur de l'hôpital.

C'est notamment pour cette raison qu'une mesure de confinement a été prise à partir d'hier et jusqu'à dimanche inclus.

"Cela signifie qu'il n'y aura pas d'admission, de visites ou de transferts de patients jusqu'à cette date", poursuit Jean-Luc Pesce.

Si rien ne permet d'établir l'origine de cette épidémie, les soignants se sont rapidement rendus compte que plusieurs personnes hospitalisées présentaient "des boutons suspects".

Ces symptômes ont rapidement été pris en compte afin d'établir le diagnostic.

À ce stade, tout est mis en œuvre afin de parler au plus urgent, le traitement des malades et éviter toute nouvelle contagion.

Notamment auprès des personnels.

J.-F. C.